

Epilogue (provisoire) au Honduras

lundi 1er février 2010, par [LEMOINE Maurice](#) (Date de rédaction antérieure : 29 janvier 2010).

Le 27 janvier s'est terminé officiellement le mandat de M. Manuel Zelaya à la présidence de la République du Honduras. Elu en novembre 2005, celui-ci a été renversé le 28 juin 2009 par un coup d'Etat, expulsé manu militari et, depuis le 21 septembre, il vivait reclus dans l'ambassade du Brésil, à Tegucigalpa, après être rentré clandestinement dans son pays.

Elu le 29 novembre, au cours d'un scrutin illégitime organisé par un gouvernement illégitime — celui du putschiste Roberto Micheletti —, le conservateur Porfirio Lobo a pris ses fonctions. Rarement, aussi peu de chefs d'Etat auront assisté à une cérémonie d'investiture présidentielle : le Panaméen Ricardo Martinelli et le Taïwanais Ma Ying-jeou. Le Pérou, le Japon et Malte ont envoyé une délégation. La Colombie et les Etats-Unis étaient néanmoins représentés à haut niveau par, respectivement, le vice-président Francisco Santos et l'adjoint pour l'Amérique latine de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, M. Arturo Valenzuela.

Egalement présent, le chef d'Etat dominicain Leonel Fernández l'était surtout pour ramener dans son avion M. Zelaya qui, bénéficiant d'un sauf-conduit accordé par M. Lobo, s'est envolé pour la République dominicaine.

Avant sa prise de possession, M. Lobo avait déjà reçu l'aval de Washington, qui ne devrait pas tarder à rétablir son aide économique — coupée après le golpe —, vitale pour l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Il pourra également compter sur l'appui du Mexique et de ses voisins centraméricains, à l'exception du Nicaragua, membre de l'Alliance bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA), le bloc régional anti-impérialiste formé autour du Venezuela de M. Hugo Chávez.

Dès son entrée en fonction, M. Lobo a signé le décret approuvé le 25 janvier par le Congrès hondurien — largement dominé par la droite putschiste — et accordant l'amnistie à tous les acteurs politiques du coup d'Etat. Dans le même temps, déclarant qu'ils avaient agi pour « préserver la démocratie », le président de la Cour suprême, M. Jorge Rivera, prononçait un « non-lieu définitif » pour les six chefs de l'armée qui ont arrêté et envoyé en exil le président Zelaya, le 28 juin. Dès le 14 janvier, le président de facto Micheletti se voyait intronisé « député à vie » par le Congrès — un statut non prévu par la constitution du Honduras —, lui assurant ainsi une immunité à perpétuité. Deux jours auparavant, ce même Congrès avait entériné la sortie du pays de l'ALBA.

La boucle se trouve ainsi bouclée et le coup d'Etat « blanchi ». Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si...

Lors de son départ pour Santo Domingo, à l'aéroport Toncontín de Tegucigalpa, M. Zelaya a été ovationné par une manifestation populaire massive qu'avaient organisée ses sympathisants. Dans un communiqué, le Front national de résistance populaire (FNRP) a réitéré sa décision de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement, le considérant comme « la continuation de la dictature imposée par l'oligarchie ».

Maurice Lemoine

P.-S.

* Paru dans La valise diplomatique du Monde diplomatique le vendredi 29 janvier 2010.